

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

## Emploi : à l'approche des élections

# A QUI LA PALME DE LA DEMAGOGIE ?

A l'approche des élections, tous les partis bourgeois s'efforcent de présenter aux travailleurs qui voteraient pour eux, un avenir rassurant. C'est ainsi qu'ils trouvent tous tout-à-coup le moyen de faire baisser le chômage. Rien d'étonnant que leur démagogie porte tout particulièrement sur ce point. Avec l'approfondissement de la crise capitaliste le chômage s'est considérablement accru et représente aujourd'hui l'une des plaies principales de

notre société. Depuis trois ans les licenciements s'accroissent au rythme de 1 000 licenciés par jour ouvrable. Chaque mois 1 100 entreprises ferment leurs portes ; et l'on peut dire sans risque de se tromper qu'il y a plus d'un million cinq cent mille chômeurs en France actuellement. Voyons donc comment s'arrangent les différents partis pour le faire baisser. En ce qui concerne la majorité c'est très simple. Barre truque consciencieusement les statistiques ce

qui lui permet de faire descendre régulièrement les chiffres. De 1 144 900 en décembre, ils sont ainsi tombés à 1 120 000 en janvier et il est fortement question que Barre les fasse descendre au-dessous du million pour les élections. Quant à ces autres prestidigitateurs, que sont les dirigeants des partis de gauche, ils ont d'autres tours dans leur sac. Ils ne sont pas, tout simplement, avarés de promesses. Ainsi Marchais promet aux travailleurs

500 000 emplois par an et les chefs du PS le suivent de peu en annonçant 390 000 emplois à créer durant les neuf premiers mois puis 500 000 en 1979.

Qui dit mieux, dans un système qui va pourtant continuer en fait à sécréter chaque jour le chômage.

Les travailleurs ne doivent croire ni les mensonges de Barre pour aujourd'hui, ni les promesses mensongères de la gauche pour demain.



Un bureau de chômage comme beaucoup d'autres. Des milliers de travailleurs viennent y pointer. La réalité du système capitaliste en crise, c'est l'accroissement continu du chômage. Cette réalité, les partis bourgeois de droite et de gauche s'efforcent en vain de la maquiller par des mensonges et des promesses.

## • ONU

### Nouvelle victoire pour le peuple palestinien

Pour la première fois, un organe de l'ONU a reconnu, mardi, au peuple le droit à l'autodétermination et à la création d'un État.

Réunie depuis le 6 février à Genève, la commission des droits de l'homme a voté un texte en ce sens. Les pays capitalistes occidentaux s'y sont opposés en votant con-

tre (États-Unis, Grande Bretagne, Canada) ou en s'abstenant (Australie, Autriche, France, et Suède).

La commission reconnaît en outre au peuple palestinien le droit de recouvrer ses droits par tous les moyens, conformément aux buts et principes de la charte des Nations Unies. Elle

demande à tous les États et organisations internationales d'apporter « leur soutien au peuple palestinien à travers son représentant, l'organisation de libération de la Palestine ».

Par ailleurs, la commission a demandé à l'unanimité à Israël d'appliquer les conventions de Genève dans

les territoires arabes occupés. Enfin, elle a adopté, à une forte majorité, une résolution condamnant l'usage de la torture dans ces territoires. Les États-Unis et le Canada ont voté contre, l'Australie, l'Autriche, le Brésil et la France, la Grande-Bretagne et l'Uruguay, se sont abstenus.

union  
ouvrière et paysanne  
pour la démocratie  
prolétarienne

Meetings régionaux  
Le 26 février

Paris de 14h à 18h salle A de  
la Mutualité (Rue St-Victor)

Rennes de 14h à 18h  
Pavillon des Lices

Lille à 20h, salle du  
Conservatoire, place du concert

## LES SYNDICATS ITALIENS SOUTIENNENT LES PATRONS

Un pas de plus vient d'être franchi par les syndicats italiens dans la collaboration de classe, avec en tête la CGIL, sorte de CGT italienne, totalement inféodée au parti révisionniste, le PCI.

En janvier dernier, Lama, secrétaire général de ce syndicat, avait fait des déclarations demandant aux ouvriers de ne plus revendiquer pour l'amélioration de leurs conditions, car il fallait lutter contre le chômage dû, selon lui, aux salaires trop élevés des ouvriers.

Sans doute a-t-il estimé que ce n'était pas assez clair, et pour enlever toute ambiguïté, il a déclaré plus récemment : « Nous avons fait des erreurs, il faut revenir sur certains avantages acquis (...) Pendant trois ans, nous devons limiter nos revendications salariales, on ne peut empêcher une entreprise en difficulté de licencier, l'Italie ne travaille pas assez, les syndicats, en défendant les travailleurs, ont contribué à créer certaines inégalités ».

Ces paroles, on pourrait les attribuer à un grand bourgeois capitaliste en admettant que celui-ci ne soit pas doué en matière de démagogie. Car enfin, Lama, révisionniste notoire, ose déclarer que ce sont les luttes des travailleurs qui ont engendré des inégalités. Autrement dit, misère, chômage ont pour origine les travailleurs eux-mêmes, incapables d'admettre la crise et de supporter tout. C'est à la limite du grossier. Lama est tout de même conscient des problèmes que peuvent poser cette attitude ouvertement de trahison, c'est pourquoi il déclare : « Il est difficile de tenir un tel langage et encore plus de le comprendre », phrase qui permet d'insulter au passage les travailleurs qui manquent de clairvoyance selon lui.

Cette position nette de collaboration de classe, qui a pour seul mérite de mettre au grand jour le véritable visage du révisionnisme, sera probablement entérinée par 1 500 délégués des différentes centrales syndicales, dont la CGIL, est de loin la plus importante. Notons que parmi ces 1 500 délégués, la moitié seulement d'entre eux furent élus, les autres étant désignés par les directions respectives.

Parmi les travailleurs, ça ne passe pas tout seul. Par contre, cette attitude convient très bien à une certaine classe de la société italienne, à savoir celle des patrons. Le patronat a, en effet, accueilli on ne peut plus favorablement ces déclarations en les qualifiant « d'auto-critique courageuse ».

La CGIL prend position pour soutenir la politique d'austérité qu'envisage de prendre le futur gouvernement, peu après que le PCI ait renoncé à sa participation au gouvernement et proposé un pacte d'urgence.

D'un trait de plume, neuf ans de luttes ouvrières, luttes qui avaient abouti à de réelles victoires pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs sont balayées, « il faut revenir sur les avantages acquis », dit Lama.

Mais on peut se poser une question : les révisionnistes italiens affirment ouvertement une politique antipopulaire et réactionnaire, alors même qu'ils ne sont pas au gouvernement mais, s'ils arrivent au pouvoir, jusqu'où iront-ils ? Pour nous, en France, nous remarquons que pas une seule fois l'« Humanité » n'a condamné l'attitude du PCI. Mais n'est-ce pas une attitude analogue qui nous attend après mars 1978, si la gauche l'emporte ?

●Somalie

**30.000 volontaires pour défendre le pays**

Le président Siad Barre a appelé dimanche le peuple somalien à se tenir prêt à défendre sa propre souveraineté, son unité et son indépendance. Dans son discours prononcé le soir au cours de la grande manifestation populaire à Mogadiscio, il a déclaré : « Il est nécessaire pour chaque Somalien de prendre les armes et de participer à la défense du pays ».

Lundi, le général Nur, responsable des opérations de recrutement a annoncé que près de trente mille

personnes de la région de Mogadiscio se sont portés volontaires depuis que l'état d'urgence et la mobilisation générale ont été proclamés samedi dernier. Ces volontaires, hommes et femmes, seront affectés à divers postes après avoir suivi une formation militaire accélérée. « Il n'y a aucune conscription obligatoire et nous prenons les volontaires à partir de l'âge de quinze ans », a-t-il ajouté après avoir expliqué que la Somalie était prête à faire face à toute invasion de son territoire.



**Communiqué des Comités de lutte contre la répression au Maroc**  
*Dernières nouvelles*

Les détenus politiques condamnés au procès du Casablanca en janvier et février 1977, qui avaient mené pendant 45 jours une grève de la faim au cours de laquelle était morte une jeune femme de 25 ans, Saïda Menebhi, ont disparu de l'hôpital de Kénitra où ils avaient été hospitalisés : beaucoup d'entre eux souffrent de graves séquelles, troubles de la vue, troubles gastriques et intestinaux, affections des reins.

En effet, le 2 février 1978, les détenus avaient commencé une nouvelle grève de la faim, les promesses qui leur avaient été faites par une commission de parlementaires, de personnalités humanitaires et de représentants de l'administration pénitentiaire n'ayant pas été tenues.

Les nouvelles revendications des détenus étaient donc que soient appliqués les accords de la fin du mois de décembre, et que cette fois, soit promulgué un statut écrit de détenu politique, qui n'existe pas au Maroc, le pouvoir ne reconnaissant en effet que des « rebelles » ou des « prisonniers d'éthique ».

Dimanche 5 février, les familles venues pour la visite, ont constaté l'absence de quelques cent-vingt détenus politiques : quatre seulement d'entre eux étaient présents : aucune explication ne leur a été donnée.

Elle craignent que ne soient appliquées les menaces du ministre de la Justice, Maati Bouabid, de disperser les détenus politiques dans toutes les prisons du Maroc. Ainsi, le pouvoir tenterait de mettre fin à la résistance des détenus, à la possibilité pour leurs familles et pour leurs avocats de les défendre, et tenterait du même coup de cacher à l'opinion publique internationale la réalité des prisons marocaines. Une fois de plus, les faits démentent la fable de la démocratisation et de la libération au Maroc, que tentent d'accréditer les gouvernements français et marocain.

Les comités de lutte contre la répression au Maroc, demandent à tous les démocrates de les aider dans leur lutte pour sauver dans l'immédiat la vie des détenus politiques marocains en danger, et pour obtenir comme garantie dans l'avenir, la



Saïda Menebhi

promulgation d'un statut de détenu politique, et la possibilité de contrôle des organismes et associations internationales qui luttent pour le respect des droits de l'homme dans le monde. Les comités de lutte contre la répression au Maroc

**A l'occasion du 10e anniversaire du PCMLF**  
**Message du mouvement d'unité communiste marxiste-léniniste des Pays-Bas**

Au Comité Central du Parti communiste marxiste-léniniste de France

Chers camarades,

A l'occasion du dixième anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, veuillez recevoir nos félicitations chaleureuses.

Depuis le premier congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le 30 et 31 décembre 1967 à Puyricard, votre parti a tenu haut le drapeau du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung en France.

Le PCMLF a développé une lutte profonde contre le révisionnisme et l'opportunisme. Le PCMLF a fait tous ses efforts pour lier le marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution en France et pour renforcer ses liens avec les masses. Le succès du PCMLF, digne héritier de la tradition révolutionnaire de la Commune de Paris, font la joie aux marxistes-léninistes des Pays-Bas.

Vous avez édifié le PCMLF dans la lutte permanente contre le capital monopoliste, contre les deux superpuissances, notamment contre le social-impérialisme soviétique, et pour le socialisme.

A l'heure actuelle, la situation internationale est excellente. La théorie des trois mondes développée par le camarade Mao Tsé-toung, est notre guide à remporter des victoires grandes dans la lutte contre les deux superpuissances, particulièrement contre l'URSS comme principal foyer de guerre. Le marxisme-léninisme est invincible !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung !

Comité Central du Mouvement d'Unité Communiste marxiste-léniniste des Pays-Bas - KENMI  
Frank Buijs

**Grève des mineurs aux USA**  
**La direction syndicale contestée**

Après soixante-dix jours de grève, les 160 000 mineurs américains de la ceinture minière des Appalaches paraissent plus déterminés que jamais à poursuivre leur mouvement en dépit des difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne.

Après le rejet d'une convention collective négociée par le président de leur syndicat, (UMW) : Miller un gréviste a déclaré : « Nous tiendrons encore des mois s'il le faut, mais nous n'accepterons jamais un mauvais contrat ».

La colère face à l'accord conclu entre les négociateurs du syndicat et ceux des patrons, rejeté par le conseil représentant les grévistes des différentes régions est telle au sein des mineurs, qu'une pétition circule depuis quelques jours, réclamant la destitution du président du syndicat. Elle a déjà recueilli environ 14 000 signatures.

Cette grève toujours aussi ample prouve la détermination considérable des mineurs quand on sait que pour beaucoup d'entre eux, la situation devient très difficile. Leurs économies s'épuisent, et le syndicat ne possède pas de fonds de

grève. Une caisse d'entraide alimentée en grande partie par les autres travailleurs devient la ressource principale.

Contre cette grève, les capitalistes serrent les coudes pour essayer d'entamer cette force extraordinaire. Les compagnies de prêt sont intransigeantes, les conces-

sionnaires automobiles commencent à récupérer les voitures dont les dernières traites n'ont pas pu être payées. Et maintenant, c'est le courant qui est coupé dans les maisons où les factures restent impayées.

Carter a décidé de planifier les apports de charbon, c'est-à-dire de faire trans-

porter le charbon des régions les moins touchées vers celles où la pénurie se fait inquiétante pour les capitalistes. Mais il semble que les mineurs ne sont pas prêts à accepter cette mesure d'exception et qu'ils s'opposent par la force à cette mesure qui vise le sabotage de leur grève.

●Afrique australe

Que ce soient les racistes de Rhodésie ou ceux d'Afrique du Sud, c'est la même répression, la même guerre féroce menée contre les nationalistes, guerre qu'ils mènent en dehors même de leurs frontières.

La semaine dernière, jeudi, les troupes sud-africaines ont lancé un raid en Angola de poursuite des nationalistes namibiens qui luttent sous la direction de la SWAPO. Ils ont tué dix-huit guerilleros annonçant-ils fièrement tout en avouant que cette action commando leur fit perdre des éléments. Cette incur-sion intolérable sur le sol angolais n'est pas la pre-

mière ; le gouvernement sud-africain est prêt à tout pour abattre la résistance opposée par le peuple contre leur occupation de la Namibie.

Les racistes de Rhodésie ont quant à eux, envoyé des commandos à diverses reprises contre les nationalistes du Zimbabwe qui se trouvent près de la frontière en Zambie. Les grands moyens furent employés : hélicoptères, bateaux, etc. Ils ont tué une cinquantaine de nationalistes mais aussi un grand nombre de civils habitant dans cette zone.

●Espagne

L'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs), organisation marxiste-léniniste vient d'être condamnée à une amende

de 500 000 pesetas (trois millions de centimes) par le gouverneur civil de Madrid pour avoir organisé des manifestations dans le sud de Madrid alors qu'elles étaient interdites. Cette manifestation avait été durement réprimée par la police qui fit plusieurs blessés.

●Canada

Le gouvernement canadien a l'intention de demander à l'Union soviétique une indemnisation pour les dommages causés par la chute sur son territoire d'un satellite d'observation soviétique contenant des éléments radioactifs. M. Jamieson, ministre des affaires extérieures du Canada a fait part de cette intention au secrétaire général des Nations Unies.

## Procès Wessafic

## Un théâtre de marionnettes joué par des paysans en lutte



« Les marionnettes représentant des éleveurs intégrés »



Autocollant dont la vente est destinée à soutenir la lutte

Des petits éleveurs de la Sarthe ont monté un théâtre de marionnettes dans le but de servir par cette activité culturelle une lutte importante qui se déroule actuellement dans plusieurs régions de France.

L'initiative de ce théâtre de marionnettes revient à des militants de « Paysans-Travailleurs ». Ce spectacle met en scène la lutte que ces petits éleveurs sont en train de mener contre le trust hollandais Wessafic spécialisé dans la fabrication de poudre de lait pour veaux. De nombreux éleveurs ont été victimes de ce trust qui leur a vendu durant des mois une poudre de lait qui a l'analyse s'est révélée contenir une farine totalement impropre à l'usage qui était en fait dangereuse aussi bien pour les éleveurs que pour les consommateurs des veaux ainsi élevés. Le produit en question le lindane est rigoureusement interdit pour le traitement des veaux de boucherie.

A la suite de maladies contractées et de ces analyses, les éleveurs victimes de ce produit, ont porté plainte contre X pour blessures involontaires et ont accusé la Wessafic. Les éleveurs se sont organisés dans le CLEI (Comité de lutte des éleveurs intégrés) et sont soutenus par Paysans-Travailleurs.

Suite à une diffusion de tracts et d'une affiche destinée à informer l'ensemble de la population de Nantes, Wessafic a attaqué en justice deux membres du CLEI et le directeur de Vent d'Ouest, journal de Paysans-Travailleurs.

Les petits éleveurs intégrés ont donc monté ce spectacle de marionnettes pour populariser leur lutte et mobiliser la population pour le procès qui aura lieu le 22 février à Laval (Mayenne).

Ils ont aussi édité une affichette autocollante qu'il est possible de se procurer, 36, rue de la Croix-Nivert, Paris 15e.

Les représentations du spectacle de marionnettes auront lieu :

- Vendredi 17 février à 20 h 30, au café des Arts. La Chartre-sur-Loir (Sarthe)
- Samedi 18 février à 20 h 30 - Salle «Le Valentino» Ecommoy (Sarthe)
- Dimanche 19 février à 14 h 30 - Salle des fêtes Saint-Aubain-les-Coudrais (Sarthe)

## Après avoir attaqué le Syndicat de la Magistrature

## Peyrefitte s'attaque à un haut magistrat

Après la sanction contre Monique Guémann, Peyrefitte vient de récidiver. Il vient en effet de s'opposer à ce qu'un haut magistrat, André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, soit promu dans l'Ordre de la Légion d'honneur. M. André Braunschweig est le président de l'« Union syndicale des magistrats ».

En effet, au cours d'un colloque organisé par cette organisation, M. Braunschweig avait protesté devant la perspective d'un éventuel rattachement du parquet au ministère de l'Intérieur, rattachement qui empêcherait toute velléité d'indépendance de la magistrature s'il avait lieu et rendrait celle-ci complètement servile par rapport au pouvoir. « L'Union syndicale des magistrats » avait publié à la suite de ce colloque un communiqué.

La réaction de Peyrefitte ne s'est pas faite attendre. Comme il n'a pu ni muter ni rétrograder le haut magistrat, il s'est rabattu sur ce qu'il espérait être une humiliation pour ce haut-fonctionnaire.

Celui-ci dans le journal de son organisation syndicale, « Le Nouveau pouvoir politique » a répliqué, s'adressant à Peyrefitte : « Je me suis permis de vous répon-

dre que vos motifs étaient certainement excellents, mais que vous ne faisiez ainsi le plus grand honneur que vous pouviez me faire, votre décision démontrant combien j'avais eu raison de me consacrer à la défense de l'indépendance des ma-

gistrats du siège ».

Pour notre part, nous savons que l'appareil judiciaire fait partie de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Cependant les attaques du gouvernement à l'égard des juges ont pour but, ainsi que le président du syndicat de la Magistrature l'a expliqué dans l'extrait d'une interview publiée dans notre dernier numéro, de renforcer la répression et de restreindre certaines libertés démocratiques auxquelles nombre de magistrats sont attachés, et qu'ils

défendent comme l'indiquent les prises de position de M. Braunschweig par exemple après celles de Monique Guémann et du Syndicat de la Magistrature.

Certes, le juge Braunschweig n'a manifesté que certaines « inquiétudes ». Mais elles ont l'inconvénient aux yeux du pouvoir, de révéler l'étendue des grincements qui se font entendre dans l'appareil judiciaire et dont les prises de position retentissantes au Syndicat de la Magistrature sont aussi un indice.

## • Paris

## Le 18 février meeting des handicapés

## Les élections, la quête nationale, la loi d'orientation

Un certain nombre d'associations de handicapés organisent un meeting le 18 février à 14 h, 33 rue de la Grange-aux-Belles à Paris dans le 10<sup>e</sup> arrondissement.

Dans un journal commun ces organisations expliquent pourquoi ce meeting ?

« Les 12 et 19 mars auront lieu les élections législatives. Comme lors de chaque scrutin tous les partis de droite comme de gauche, entonneront leur traditionnel couplet humanitaire sur les handicapés ; on va nous couvrir de gratitude verbales, de promesses hypocrites : un million de voix ça compte !

Ce meeting doit permettre de faire le point sur la politique sociale de la droite et sur celle de la gauche ».

A propos de la journée nationale, (c'est à dire la quête), qui doit avoir lieu en mars, ces organisations déclarent : « Nous nous opposerons toujours de toutes nos forces à ce simulacre de solidarité. Donc, à nouveau, dire NON à la quête et expliquer pourquoi ».

Au meeting, les organisations expliqueront leur refus de la loi d'orientation qui est opérationnelle depuis le 31 décembre dernier. « Sous couvert d'intégration, de solidarité et de justice sociale, la loi d'orientation ne vise qu'à nous ségréguer et nous exploiter en nous enfermant dans des ghettos, de la naissance à la mort, en nous niant tous besoins physiques, intellectuels et sexuels ».

« Ce texte inaugure une conception du handicap spé-

cialement redoutable, pour quoi ? Parce que n'importe quel individu, pour peu qu'il ait des problèmes dans son existence, est présumé handicapé... alors entrent dans cette catégorie les infirmes traditionnels bien sûr, mais aussi n'importe qui, les chômeurs, les enfants en difficulté scolaire, les raleurs, les mécontents...

« C'est pourquoi, cette loi s'inscrit dans tout un ensemble de lois réorganisant le secteur sanitaire et social ;

sectorisation psychiatrique (quadrillage psychiatrique de la population) réforme hospitalière, de la sécurité sociale, réforme Haby, programme Audass et Gamin, réforme des prisons (projet de prisons-hôpitaux ou d'hôpitaux-prisons...)

« On n'est pas loin de l'opposition, maladie mentale en URSS, ni de la torture psychologique ».

Tels seront donc les principaux thèmes du meeting du 18 février.

### A propos de l'émission sur la Tchécoslovaquie

## «L'Humanité» répond à l'agence Tass

Depuis quelques jours, l'agence Tass et les organes de presse soviétiques attaquent avec une certaine violence l'émission d'Antenne 2, récemment consacrée à l'intervention militaire de l'URSS et des pays du Pacte de Varsovie contre la Tchécoslovaquie.

La « Pravda » va jusqu'à déclarer qu'elle pourrait remettre en cause « les rapports entre la France et l'URSS » s'ingérant ainsi grossièrement dans les affaires intérieures françaises. Il est intéressant de noter qu'elle prend à partie « la presse bourgeoise » mais aussi « certains hommes politiques et journalistes français (qui) ne se sont pas gênés pour jouer le rôle de figurants ». C'est notamment Jacques Denis, membre du Comité central du

PCF, qui était ainsi visé comme n'a pas manqué de le relever l'« Humanité ».

L'organe central du PCF tient à préciser que ce n'est pas en tant que « figurant » que Jacques Denis a participé à l'émission. Elle tient également à déclarer que le PCF est « toujours opposé à toute intervention militaire venant de l'extérieur ».

Bien entendu, cela ne signifie pas que le PCF n'est plus révisionniste et n'a plus une attitude conciliatrice vis-à-vis de l'URSS. Mais une telle prise de position montre qu'il est obligé, notamment pour tenir compte de la volonté d'indépendance des masses populaires de notre pays, de s'opposer à certaines pressions de l'URSS quand elle voudrait le faire marcher à la baguette.



## ● Orléans

## 6 mois de lutte dans les MJC

Le 9 février dernier, les directeurs des MJC\* tenaient une conférence de presse à la MJC de la Gare. Cette conférence était organisée pour, d'une part, faire le point sur la situation et, d'autre part, répondre aux faux bruits qui se répandaient dans la ville, faux bruits alimentés par Thinat, maire d'Orléans.

L'objectif de la municipalité d'Orléans, c'est de détruire les MJC et les remplacer par une entreprise d'animation à la botte du pouvoir, destinée à faire du fric, toujours plus de fric et à encadrer efficacement la jeunesse des quartiers.

Alors que le tribunal des référés, l'inspection du Travail, le ministère du Travail ont déclaré tour à tour l'illégalité des licenciements des directeurs.

La municipalité préfère payer 32 millions d'indemnité plutôt que de revenir en arrière.

Dans les mois à venir, tous les directeurs seront licenciés par la municipalité sous des prétextes de compression de personnel comme à la MJC des Carmes ou en supprimant des postes budgétaires (comme à la MJC de St-Marceau).

Aujourd'hui, ils sont à leurs postes et les MJC continuent leurs activités avec l'aide d'animateurs bénévoles, s'il le faut.

L'Association orléanaise des MJC dénonce le chan-

tage financier de la ville qui malgré ses promesses de distribuer des fonds au fur et à mesure de l'envoi de facture se fait tirer l'oreille, elle affirme : « Nous n'avons pas demandé l'aumône à la mairie ! ».

Elle proteste également contre la mainmise de la municipalité sur un important matériel acheté avec l'argent des adhérents. Ce matériel est resté à la « MJC » Madeleine, aux mains de la ville, et la municipalité refuse de le rendre et refuse même que ses légitimes propriétaires puissent en faire l'inventaire.

Si demain le coup de force contre les MJC réussit, on peut s'attendre à une guerre ouverte contre d'autres associations.

La détermination des directeurs et des adhérents à rester dans les MJC est grande (deux maisons auraient dû rendre déjà les clefs et sont actuellement occupées).

La section syndicale des directeurs réaffirme que sa ligne fondamentale reste et restera : la réintégration des directeurs licenciés !

« Nous ne quitterons pas les maisons, nous n'avons aucune raison de partir et nous ne partirons pas ! ».

Les MJC veulent vivre, elles vivront !!!

\*A Orléans, un directeur de MJC gagne environ 2 600 F par mois.

## Pour l'intégration des hors-statuts

# La grève continue à l'INA

L'institut national de l'audiovisuel est un des sept établissements autonomes créés après le démantèlement de l'ORTF en 1974.

Sur 450 salariés, l'INA emploie 150 hors-statut. Depuis le mercredi 1er décembre, les employés de Bry-sur-Marne sont en grève pour obtenir la réintégration de Patricia Guy, comptable hors-statut que la direction de l'INA voulait licencier.

Le dimanche à minuit, les flics intervinrent violemment pour évacuer le centre que les grévistes occupent depuis le jeudi 2. Dès le lundi, ils réoccupent. La grève se poursuit pour obtenir la réintégration et faire aboutir la plateforme : plus de licenciement, intégration des hors-statuts.

Une des forces du mouvement, c'est qu'il est démocratique. Des le début de l'occupation, un comité d'action a été créé, composé de syndiqués CGT, CFTD et de non-syndiqués. Une assemblée générale se fait tous les matins dans chacun des centres de l'INA et une assemblée générale regroupe tout le personnel à Bry-sur-Marne, tous les après-midis. (assemblée générale décisionnelle). Pour les négociations, on a obtenu à la quasi-unanimité que soit envoyé, en plus des représentants syndicaux, un représentant élu de chaque centre, en tant qu'observateur ayant droit à la parole, représentant l'assemblée générale. C'est lui aussi qui fait le compte-rendu des négociations à l'assemblée générale.

Alors que ce principe

était déjà voté et adopté, on apprend mercredi 8 à 13 heures que les directions syndicales CGT-CFDT, ont été seules voir la direction, sans nous en avvertir, ni avant, ni pendant l'entrevue. Cette manœuvre a été assez vivement critiquée, d'autant plus qu'elle ne rapportait que des vagues promesses de la direction. Celle-ci, par contre, a mis comme préalable à toute poursuite des négociations, la levée de l'occupation et nos délégués syndicaux s'étant plus ou moins engagés à le faire, tout leur travail a été de nous faire voter là-dessus. Et le jeudi, la suspension de l'occupation est votée et adoptée pour le vendredi, jour de la prochaine entrevue.

Vendredi après-midi, les propositions rapportées, sont jugées insuffisantes,

trop vagues et la reconduction de la grève ainsi que la reprise de l'occupation sont votées à l'unanimité moins douze voix à l'assemblée générale (320 personnes).

Le mouvement reste donc très fort, le personnel très uni et pourtant, les obstacles n'ont pas manqué.

Le jour de la première assemblée générale, regroupant tous les centres INA en grève, jour important et décisif pour la lutte, nous avons eu droit aux interventions : de l'union locale CGT, des responsables syndicaux CGT-CFDT de l'ORTF, à une motion de soutien du député PCF du coin. Ce défilé a été si peu apprécié qu'une camarade est intervenue demandant que ne se reproduisent plus tous ces discours démobilisateurs que, s'ils avaient quelques chose à nous dire ils fassent une motion qui serait lue éventuellement en assemblée générale. Intervention fortement applaudie.

De plus, nous nous sommes vite aperçus que l'information circulait très mal ou pas du tout, d'une part dans les autres centres INA (au début Bry étant le seul dans l'action) d'autre part, dans les autres centres ex-ORTF, les directions syndicales ne faisant pas leur boulot à cet égard. Nous

avons donc envoyé des délégations dans ces centres et continuons à le faire.

Nous avons dû subir les pressions des directions syndicales des chaînes : une motion CFTD nous étant parvenue disant en clair que nous n'aurions le soutien des chaînes que si nous étions « raisonnables », c'est à dire, si nous acceptions de lever l'occupation et d'aller négocier avec nos seuls représentants syndicaux.

La Commission exécutive a été fortement « taquée » par la base de la CGT, depuis le début du mouvement. En effet, pendant que nous étions en assemblée générale, à Bry, et décisions ensemble, à une très forte majorité l'occupation des locaux, le comité d'entreprise était réuni dans un autre centre et sortait un tract dans lequel on lit : « En l'état actuel de la mobilisation, le comité d'entreprise considère que les modalités d'action doivent viser d'abord à son élargissement, sur cette base, elle juge inopportune une occupation des locaux qui risque de cristalliser les positions et diviser les personnels... ».

Ce tract a été vivement critiqué, surtout par la base CGT.

La négociation devait reprendre mardi. La lutte continue déterminée et unitaire.

## Le pacte national pour l'emploi des jeunes



La bourgeoisie monopoliste, au travers du pacte national pour l'emploi, veut une jeunesse docile et taillable à souhait.

Combien ces deux jeunes sont-ils payés ?

Le ministre du Travail, Christian Beullac, peut bien parler d'amélioration de la situation de l'emploi. Le 31 décembre dernier, il dressait le bilan du fameux pacte national pour l'emploi des jeunes. Voici ses chiffres :

180 378 embauches de jeunes de 16 à 25 ans.  
20 296 contrats emploi-formation  
86 542 contrats d'apprentissage  
164 104 offres de stages pratiques dont 94 218 pourvues  
63 600 places de formation offertes dont 60 344 occupées.

Au total 514 320 places offertes aux jeunes dont 441 778 étaient déjà occupées avant la fin décembre.

Qu'est-ce qui se cache derrière toutes ces formules nouvelles ?

A quoi tient l'affection soudaine des patrons pour les jeunes et leur si bel effort ?

### L'EMBAUCHE DE JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

Quand un patron embauche un jeune de moins de 25 ans qui depuis moins

d'un an a terminé ses études, sa formation professionnelle ou son service national, il n'a pas à payer la part patronale des cotisations de sécurité sociale dues au titre :

- Des assurances sociales (maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse)
- Des allocations familiales
- Des accidents du travail (sauf cas exceptionnels)

Cette exonération est prévue jusqu'au 30 juin 1978.

### LES CONTRATS EMPLOI-FORMATION

L'exonération des cotisations patronales est la même que pour les embauches de jeunes et ceci jusqu'au 30 juin 1978.

De plus, en concluant un contrat emploi-formation, le patron reçoit de l'Etat :

- Au titre de la rémunération versée au jeune : 100% du SMIC pendant la durée effective de la formation et 30 % du SMIC pendant les trois ou six premiers mois de travail du jeune dans l'entreprise (ceci selon la durée de la formation).
- Au titre de la partici-

pation aux frais de stage 7 F par heure de formation (8 F dans certains cas).

### LES CONTRATS D'APPRENTISSAGE

L'exonération des cotisations patronales est accordée pendant toute la durée de l'apprentissage (deux ans).

Ces contrats sont possibles avec des jeunes de 16 à 20 ans.

Les patrons appelés alors maîtres d'apprentissage déduisent de la taxe d'apprentissage (obligatoire pour tous ceux qui sont inscrits au registre de métiers ou de commerce) ce qu'ils appellent les frais entraînés par la présence d'un apprentissage dans leur entreprise et notamment une part de la rémunération de l'apprenti.

La loi l'oblige à verser à l'apprenti au moins :

- 15 % du SMIC le premier semestre, 25 % du SMIC le deuxième semestre, 35 % du SMIC le troisième semestre, 45 % du SMIC le quatrième semestre.

Selon les professions, les conventions collectives sont parfois un peu plus larges.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## Les flics colleurs d'affiches

Des révélations intéressantes ont été faites au cours d'une réunion de l'Union syndicale professionnelle des policiers municipaux qui a eu lieu mardi.

La police municipale est implantée dans les villes de 3 000 à 10 000 habitants. Ils ont déclaré : « ... Nous sommes utilisés par les maires pour distribuer leurs tracts politiques, coller leurs affiches ».

## Dassault et les nationalisations

### « Cela ne me gêne pas du tout... »

Dassault, grand capitaliste de l'aéronautique, après s'être défendu avec fougue de financer le RPR et d'acheter les électeurs de la circonscription où il sera candidat, dans l'Oise, a déclaré qu'il « ne redoutait ni la nationalisation ni l'impôt sur le capital » en cas de victoire de l'Union de la gauche.

« J'ai été nationalisé en 1937 et, comme vous le voyez, je ne me porte pas plus mal... C'est une théorie qui n'est pas plus

mauvaise qu'une autre. Cela ne me gêne pas du tout... ».

Quant à l'impôt sur le capital, Dassault estime que cet argent devrait servir à financer ses collègues afin qu'ils puissent accroître leurs équipements.

Un programme de la gauche qui se dit au service des travailleurs et qui, dans le même temps, ne gêne pas l'un des plus grands patrons de France ! Il y a de quoi se poser des questions sur la nature de ce programme, non ?

## ● Marseille Racket électoral

### PC contre PS

PC et PS se battent comme des requins à Marseille à la suite du transfert d'électeurs d'une circonscription à l'autre.

Allione, le candidat du PCF dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille), a attaqué le PS qui aurait irrégulièrement transféré 145 électeurs d'une autre circonscription vers la sienne, ce qui aurait pour conséquence, selon lui, de modifier le choix des électeurs régulièrement inscrits.

Allione a fait savoir, au

cours d'une conférence de presse, qu'il allait communiquer les noms de ces inscrits au doyen des juges d'instruction du parquet de Marseille.

Allione, emporté dans sa fureur, menace non seulement le PS mais aussi les 145 électeurs concernés, il a déclaré qu'il « tenait à faire savoir aux personnes qui voteront dans la première circonscription après y avoir été inscrites frauduleusement qu'elles seront individuellement poursuivies après les élections ».

## TRES URGENT

Nous demandons aux camarades candidats, titulaires ou suppléants, de nous faire parvenir, dans les plus brefs délais (pour ceux qui ne l'ont pas déjà fait) une très courte présentation de la situation locale, qui introduit la profession de foi. N'oubliez pas, par la même occasion, les photos des candidats et quelques lignes retraçant leur biographie.

## REUNIONS DE L'UOPDP

Paris, le 11 février 1978

Chers amis,

Nous vous informons de la tenue de la réunion constitutive du comité local (Paris-Centre) de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne (UOPDP), le

Samedi 18 février à 14 h  
Salle de l'épicerie (Salle C)  
12, rue du Renard (75004 Paris)

Ce comité a pour objectif de soutenir la candidature de Roland Mérieux, ouvrier EGF, dans les 2e et 3e arrondissements de Paris.

Nous vous invitons cordialement à cette réunion, où il s'agira de préciser les axes concrets de la campagne sur notre quartier.

Amicalement,

UOPDP, Paris-Centre.

## MONTREUIL

Vendredi 17 février à 20 h 30  
Moto-club, 20 rue Paul Doumer  
Cité Bel Air

## En direct de l'Hôtel de ville de Paris

# LES PETITS PATRONS RECUS PAR CHIRAC

Comment cette invitation de Jacques Chirac est-elle arrivée jusqu'à nous... Il est de ces mystères en période électorale... C'est donc muni de l'invitation de Chirac à assister à une réception en l'honneur du syndicat de la petite et moyenne industrie, que nous avons, lundi soir, gravi les marches de l'escalier principal de la mairie de Paris.

Contrôle à l'entrée, vestiaire, épais tapis des couloirs décorés style début du siècle, un mélange de capitalisme naissant et de second empire pourrissant, nous arrivons dans les grands salons : énorme décoration tricolore avec blason (tout aussi énorme) de la Ville de Paris, beaucoup de dorures et de lustres...

Plusieurs centaines de personnes. Des petits et moyens patrons ancien style, semblables à ceux que nous montrent les caricaturistes, mais aussi de jeunes technocrates, chefs d'entreprise ou conseiller de gestion, d'allure plus « jeune et détachée ». Quelques blue-jeans mêmes, mais soigneusement repassés.

Le discours du président du syndicat en question sera un recueil poli de toutes les doléances des petits patrons. Chirac écoute, droit et raide. Il opine parfois du chef...

Le maire de Paris s'approche du micro. Il reprend un par un les thèmes du discours du président du syndicat et répond par une promesse à chaque réclamation exprimée. Un léger sourire parcourt l'assistance quand il déclare parler sans aucune arrière-pensée électorale.

Les préoccupations des

petits et moyens industriels sont en gros de deux types. Tout d'abord ils se disent écrasés par une fiscalité, directe ou indirecte, beaucoup trop lourde. Ensuite, ils voient les grandes banques



Chirac leur adresse quelques amabilités et quelques promesses, élections obligent. Mais, en fait, il est prêt à imposer aux petits patrons la suprématie des grands monopoles dont il est le représentant.

leur refuser les crédits qu'ils voudraient. Les banques préfèrent à coup sûr continuer à servir en priorité absolue les monopoles qui ont une position stable plutôt que les petites industries au fond condamnées sans appel par la concentration monopoliste du capitalisme.

Ces gens qui sont pourtant bien placés pour connaître ce phénomène inéluctable le refusent. Ils écoutent sagement Chirac, ce

représentant des grands monopoles, leur expliquer que la petite et moyenne industrie a sa place, toute sa place, que sans elle, le pays ne peut vivre, etc...

Légers applaudissements (et tout ce beau monde d'industriels se précipite au sens propre du terme) sur le buffet : champagne, caviar, saumon fumé et autres mets fins, le président du RPR sait dépenser sans compter l'argent des contribuables

c'est la « pression étouffante » des grandes banques et des monopoles, qui, comme leur nom l'indique, monopolisent le marché. Ce qui inquiète beaucoup aussi, c'est la montée du mécontentement des travailleurs : les revendications salariales et d'améliorations des conditions de travail. Un patron, même petit, reste un patron : « les ouvriers ne sont jamais contents... ils sont plus riches que moi » (et oui, amis lecteurs, voilà une chose que vous ne saviez pas : vous êtes plus riches que votre patron !)

Il est intéressant aussi de remarquer que ceux qui regardent la gauche d'un oeil intéressé surtout Mitterrand, sont assez nombreux : « bien sûr il y a un risque mais très cher ami, regardez ce que les socialistes ont fait en Allemagne... » (suivent quelques chiffres élogieux)

Il est vrai que les patrons des petites et moyennes entreprises ne sont pas concernés par les nationalisations du Programme commun et qu'ils le savent. Toutefois, c'est à droite qu'ils voteront dans leur énorme majorité. Le champagne de Chirac n'aura pas coulé en vain, beaucoup de petits patrons placeront leurs espoirs dans ses promesses de relance, de crédits et de soulagements fiscaux, d'élargissement du marché et de « soutien à l'effort entrepris par chacun ».

PROCHAIN ARTICLE : L'ENTREPRISE DE CHARME DE FURNON ET DE SON « UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS »

## UNE VAGUE INQUIETUDE

Un toast (ou plusieurs) d'une main et une coupe de champagne de l'autre, les petits patrons discutent. Les belles promesses de Chirac n'ont au fond pas vraiment rassuré tout ce petit monde du patronat : ce qui inquiète

## Le PSU est à vendre Le PCF est acheteur

Depuis quelques mois déjà, des bruits courent : le PSU se ferait financer pour sa campagne électorale par le PCF... Un petit exemple peut venir confirmer ces rumeurs. Il est arrivé à notre boîte postale et nos expéditeurs demandent que nous ne publions pas l'origine de cette information. Le témoignage en perd un peu de sa force, mais il reste toutefois intéressant.

« Dans notre circonscription (...) il y a probabilité que le PCF et le PS aient des scores assez serrés. La majorité est presque définitivement battue. Alors le PCF est allé voir le PSU pour lui demander de présenter des candidats, espérant ainsi que le PSU enlève des voix au PS et que le PCF arrive en tête.

« Mais nous savons, de source sûre, que le PCF a offert au PSU de lui payer sa campagne (...) Aux dernières nouvelles (non confirmées), le PSU aurait accepté de présenter un candidat et de se faire financer par le PCF ».

Que pensent de ce fait les militants de base du PSU, eux qui étaient déjà inquiets de voir leur parti lancé dans une alliance avec le PCF, devenu depuis peu « autogestionnaire » ? Toujours selon nos informations, il ressort que les militants de base du PSU sont de plus en plus réticents face à leur direction qui tente d'inféoder, ce parti au PCF.

## Soumis aux pressions électorales

### Les sondages sont manipulés

Le journal « Le Point » vient de publier ce que sera le résultat des élections, circonscription par circonscription, grâce à un sondage de l'IFOP.

Jérôme Jaffré, directeur d'un autre institut de sondage, la SOFRES, condamne la validité de ce travail. La méthode employée, le sondage-simulation « n'autorise pas la publication des résultats circonscription par circonscription. Aucun spécialiste de sciences politiques ne cautionnerait cette publication ».

Jean-Marc Lech, directeur de l'IFOP, considère, quant à lui, que la question ne se pose pas au niveau des instituts qui font les sondages, mais au niveau des

utilisateurs, c'est-à-dire de ceux qui les commandent et les commentent ensuite (journaux, partis, etc.) : « Les utilisateurs sont tentés par la manipulation ».

Lech déclare aussi : « Quand le climat politique est aussi tendu que maintenant, les sollicitations sont fortes de faire de l'intoxication avec les enquêtes ».

On ne le lui fait pas dire...

Au-delà de la petite bataille entre la SOFRES et l'IFOP, il est de plus en plus évident que les résultats des sondages ne sont ni objectifs, ni scientifiques. Ils sont considérés par les différents partis comme des moyens de propagande.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## BOUCHES-DU-RHÔNE (10<sup>e</sup> circonscription)

### Une zone de luttes ouvrières

La 10<sup>e</sup> circonscription des Bouches du Rhône est l'une des plus importantes de France par le nombre d'habitants. Elle est le résultat d'un « astucieux » découpage électoral réalisé par l'Etat afin de regrouper le maximum de voix ouvrières sur une même circonscription... qui n'a ainsi qu'un seul député pour plus de 150.000 électeurs. Notre circonscription s'étend de Gardanne à Martigues, en poussant une pointe du côté de Salon. Le découpage électoral partage le bassin minier en... trois circonscriptions ! Elle comprend de gros centres industriels avec celui de Gardanne (mine de charbon, centrale thermique et Pechiney), celui de l'étang de Berre et sa pétrochimie (B.P. Naphtachimie, Shell-Chimie à Berre.) ainsi que la SNIAS, la plus

grosse entreprise de la région (6 000 travailleurs) qui fabriquent des hélicoptères. La pollution y est très élevée.

Du point de vue politique, la caractéristique essentielle de la circonscription est la quasi-hégémonie du PCF. C'est un bastion de ce parti puisqu'il dirige de très nombreuses mairies surtout depuis les dernières municipales, et que Rieubon est député depuis la Libération.

Les communistes marxistes-léninistes sont présents dans la circonscription depuis plusieurs années, en particulier sur Gardanne et sur Martigues, où les camarades se sont affrontés aux municipalités révisionnistes.

#### Etang de Berre

Depuis plusieurs années, il ne se passe guère de mois sans une lutte ouvrière. Les marxistes-léninistes y sont souvent présents. Ils impulsent ou soutiennent une ligne classe contre classe. Voici quelques luttes significatives.

EN MAI-JUIN 1975 :

#### C'EST LA GREVE DE SOMAFER

C'est une entreprise de nettoyage industriel en sous-traitance à la SOLMER et employant essentiellement des travailleurs immigrés. La section syndicale CFDT qui était clandestine jusqu'au déclenchement de la grève, vue la répression dans l'entreprise, regroupait la quasi-totalité des travailleurs en lutte. Ceux-ci très mobilisés et se réunissant chaque jour en assemblée générale de grévistes, résolvait les contradictions entre nationalités, groupes et services par de longues et patientes discussions. Ils réalisaient ainsi l'unité des ouvriers déjouaient toutes les manœuvres,

celles du patron comme celle des bonzes CGT et de l'union locale de Fos. Ils répondaient énergiquement aux tentatives d'agression et d'intimidation d'une direction affolée par la combativité des travailleurs.

Au bout de quinze jours, les ouvriers obtenaient satisfaction sur l'essentiel des revendications : améliorations des conditions de travail, reconnaissance de la section syndicale et élections de délégués du personnel, augmentations de salaire de 350 à 1 000 F par mois.

#### FIN SEPTEMBRE 1975, L'ENTREPRISE LOZAI-BABCOK

Cette entreprise de Vitrolles annonçait sa fermeture et licenciait 260 travailleurs. Durant plusieurs semaines, les ouvriers luttèrent contre ces licenciements, organisés dans leur section syndicale CGT « Pierre Overney », et ce, malgré

l'isolement dans lequel les maintenait l'union locale et l'union départementale CGT.

Au cours des barrages de route, les gars furent agressés par les milices fascistes de la SNIAS dirigées par le CDR (bandes armées du RPR).

Si en dépit de leur grande combativité (séquestration du directeur, de l'inspecteur du Travail, barrage de la route

menant à l'aéroport de Marignane, marche sur Marignane un jour de marché, etc) et de leur organisation démocratique en assemblées générales, ils furent finalement battus, après avoir imposé quelques reculs à la direction, les révisionnistes en portent la lourde responsabilité. Lozai-Babcock, pour beaucoup d'ouvriers de la région, reste cependant un exemple de combativité ouvrière.



### LES LECONS D'UNE GREVE

Les ouvriers de Rhône-Poulenc luttent depuis des années pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Ainsi, à Naphtachimie, à Lavéra, les travailleurs ont-ils fait grève du 1<sup>er</sup> au 19 décembre 1977.

Pourtant, après 19 jours de grève, les résultats sont peu importants. Quelles leçons faut-il tirer de cet échec ? Que faire pour que les prochaines luttes soient plus payantes ?

Tout au long de la lutte, il y eut à Naphtachimie parmi les grévistes deux tendances :

- Une visant à freiner et arrêter la lutte et à l'orienter vers des solutions électorales.

- L'autre, regroupant l'immense majorité des grévistes, qui voulaient se donner les moyens de faire reculer la direction en mobilisant largement les travailleurs de Naphtachimie.

Il y eut affrontement entre ces deux positions :

- Au début du mouvement, alors que les travailleurs des crackings, réunis en assemblée générale, avaient décidé de se mettre en grève, certains dirigeants de la CGT, d'ailleurs totalement désavoués par les adhérents de leur syndicat, proposent d'arrêter la grève et d'employer « d'autres formes de lutte ».

- Lorsque les flics ont menacé d'intervenir, alors que beaucoup de travailleurs proposaient, au cas où il serait impossible de tenir le piquet de grève et la porte fermée, de se replier dans les principales installations, les tenants de la ligne défaitiste proposent de provoquer une alerte au chlore et de faire évacuer totalement l'usine, ce qui serait revenu à la laisser de fait aux flics et aux jaunes.

- Au milieu de la grève, alors que de nombreux travailleurs pensent qu'il faut durcir la lutte, l'envisagent d'envahir les

locaux patronaux et de brûler les stocks en les envoyant à la torche, d'autres s'y opposent farouchement et orientent les travailleurs vers des actions loin de l'usine (manifestation à Marseille, etc.) qui dispersent les forces et démobilisent les grévistes.

- Alors que l'immense majorité des travailleurs en lutte, quel que soit leur syndicat, demandent des assemblées générales de grévistes regroupant tous les ouvriers en grève, ce qui permettait de discuter largement des propositions combattives et de renforcer l'unité dans la lutte, les dirigeants du PCF de Naphta s'y refusent catégoriquement.

On peut constater que, pendant tout le mouvement, la ligne de droite, visant à liquider le mouvement, a réussi à s'imposer alors qu'elle était ultra-minoritaire, regroupant une poignée de dirigeants du PCF ayant fait main basse sur la CGT, face à ceux qui défendaient des positions de classe, qui voulaient se donner les moyens de gagner et qui regroupaient la quasi-totalité des grévistes.

Pourquoi et comment cette poignée d'individus a-t-elle réussi à imposer ses points de vue, pourtant minoritaires et contraires aux intérêts des travailleurs en lutte ?

C'est que, contrairement à ceux qui défendaient de justes positions de classe, elle est unifiée politiquement et organisée, ce qui lui permet d'intervenir de manière coordonnée, toujours dans le même sens.

Les travailleurs qui ne veulent plus voir leurs luttes trahies, qui veulent que leurs luttes aboutissent à la satisfaction de leurs revendications, qui veulent lutter pour la suppression de l'exploitation capitaliste, s'aperçoivent que ce qui leur manque, c'est un parti qui défend réellement les intérêts de la classe ouvrière, c'est un authentique parti communiste.

#### union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Richard Aguado, ouvrier métallurgiste, 26 ans, fils de réfugié politique espagnol des années 39. Très jeune, il a connu le sort de la classe ouvrière et des travailleurs étrangers. Vivant dans une région de municipalités PCF, il a appris à connaître et à haïr la domination que le PCF exerce dans tous les domaines sur les travailleurs et les jeunes. Après les événements de 1968, il a rejoint les rangs révolutionnaires.

Licencié pour avoir participé à une grève dans une usine, en 1972, il trouve du travail à l'usine CFEM de Fos-sur-mer. Là, il participe à la mise en place d'une section syndicale CGT et est élu délégué du personnel. Contre la volonté de certains de soumettre la section syndicale à la direction du PCF, il impulse la prise en main de la section par les travailleurs eux-mêmes. Cette section mènera plusieurs luttes victorieuses. Après avoir fait perdre ses responsabilités à Richard par une magouille électorale, le PCF a progressivement repris en main la section syndicale, obligeant les ouvriers qui voulaient maintenir des positions de classe à monter une section CFDT.

Richard est membre du comité d'initiative national de l'UOPDP.

Jean-François Duverdier, sera le suppléant. Marié, père d'une petite fille de 8 ans, Jean-François est issu d'une famille ouvrière de Marseille. Son père était postier et sa mère femme de ménage.

Il a abandonné l'école et est parti travailler en Allemagne.

Là, il partagea la vie des travailleurs allemands et immigrés (Italiens, Grecs, Turcs) qui sont, comme en France, les

#### LES CANDIDATS



Jean-François Duverdier au piquet de grève de Naphtachimie en décembre 1977.

plus exploités.

C'est sur la terre natale de Karl Marx qu'il apprend la valeur du mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », qu'il comprend la nécessité pour les travailleurs de se doter d'un parti indépendant.

Revenu en France, il travaille depuis à la SNCF. Il prend une part active aux luttes : lors de la création de la gare de Fos-Coussoul, pour l'obtention d'une prime de transport en 1973.

Syndicaliste actif, il lutte contre le détournement du syndicat de ses objectifs de classe. Les travailleurs de Chevron-Chemical, d'Éternit, de Naphtachimie l'ont vu chaque fois qu'ils appelaient au soutien de leur lutte.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

JOURNAL DU COMITE DE PARTI ETANG DE BERRE - ARLES

## LE PHARE

PARTI  
COMMUNISTE  
MARXISTE  
LENINISTE DE  
FRANCE

FEVRIER 78 N° 1

*La première page du  
journal du comité de  
parti du PCMLF*

## Des mairies au-dessus de tout soupçon !

Les dernières municipales ont affirmé la progression du PCF au détriment du PS. Gardanne est le cas le plus typique, puisque la mairie PS est passée entièrement au PCF. A Callas, Septèmes, Simiane, le PCF a fait son entrée au conseil municipal.

A Martigues, et Port-de-Bouc, les municipalités PCF ont pris l'initiative d'envoyer une feuille d'impôts locaux... aux résidents des foyers Sonacotra, alors même que les résidents sont en lutte pour l'obtention du statut de locataire ! A Gardanne, l'arrivée du PCF a gratifié les habitants d'une hausse de plus de 20 %. Devant le mécontentement général, appuyé par un tract des marxistes-léninistes dénonçant cette hausse, le maire a été obligé de tenir deux réunions d'explications. Au même moment, le maire Roger Mei, allait soutenir des habitants des Pennes-Mirabeaux en lutte contre la hausse des impôts locaux concernant leurs HLM. Au même moment, à 15 km de là, à Aix, le PCF faisait campagne contre la hausse des impôts locaux par la mairie PS !

Trente-cinq jours après leur arrivée à la mairie et après une campagne importante sur les libertés, la mairie gardannaise s'est signalée par une atteinte flagrante aux libertés démocratiques : elle a interdit le parc de Valabre aux militants de l'Humanité rouge qui comptaient organiser une fête populaire pour « les luttes ouvrières et paysannes », ceci sous le prétexte que l'Humanité rouge est « une organisation nationale, non-représentative au plan local ». Et alors que le MJCF (mouvement de jeunesse du PCF) avec cinq adhérents à l'époque, a pu étaler son chapiteau au cœur de la ville et disposer des panneaux électoraux.

A Martigues, nos camarades dont Jean-François Duverdier, notre suppléant, ont été entraînés devant le tribunal car la mairie n'aime pas que les marxistes-léninistes diffusent l'Humanité rouge sur le marché ! Une pétition de protestation a été largement diffusée et signée par plusieurs centaines de travailleurs de la région.

L'on assiste aussi par ailleurs à la prise en main du secteur culturel. A Martigues, « le théâtre de la Carrière » a eu des

aides et des subventions municipales... depuis que leurs pièces chantent les louanges du Programme commun. A Gardanne, l'affaire n'a pas traîné : au bout de quelques mois, le club Léo Lagrange (tendance PS) s'est vu proposer une subvention substantielle... à la condition de changer de nom. Les révisionnistes voudraient bien mettre le grappin sur le club, histoire à la fois de se défaire de l'influence PS et d'assurer la leur. Là encore, la méthode est des plus bourgeoises ; acheter les responsables en faisant miroiter des subventions !

Bien entendu, les attributions de ces derniers favorisent plus que nettement tous les appendices révisionnistes : la mutuelle des travailleurs de Gardanne s'est vue offrir la coquette somme de 50 000 F (contre 7 600 F au club Léo Lagrange qui développe le même type d'activités sportives et culturelles).

Comme la bourgeoisie de droite, le PCF profite de sa position à la mairie pour se servir à la caisse. Ainsi, à la mairie de Septèmes, le maire s'est offert comme secrétaire particulier aux appointements élevés, le gendre de Lazarino (député PCF sur Marseille) : « Remarquons en passant que la charge financière que représentera le nouveau secrétaire du maire sera égale à celle que pourrait être celle d'un budget de bourses de cantine pour les enfants nécessiteux de la commune (...) c'est à dire environ neuf millions anciens par an ».

(Extrait de l'Action socialiste, section PS de Septèmes).

A Septèmes, le PS dénonce le PCF. A quand la réciproque ? A Gardanne, le PCF clame sur tous les toits que le PS lui a laissé la caisse vide. Ainsi, si au niveau des états-majors, l'Union de la gauche craque de tous côtés, la région n'est pas de reste et fourmille d'exemples de leur bonne « entente » prometteuse s'ils arrivaient au pouvoir.

A Vitrolles, les habitants ont eu la surprise de voir le PS camper dans un algéco devant la mairie ! Ceci, en signe de protestation contre le PCF majoritaire qui leur refusait la réfection de leurs bureaux.

## Extrait du rapport politique du 3e congrès du PCMLF

# CLASSE CONTRE CLASSE

I - La lutte contre la bourgeoisie capitaliste de notre pays doit se concentrer avant tout dans ce mot d'ordre qui effraie tant les dirigeants révisionnistes : « classe contre classe ». Notre IIIe Congrès doit décider de faire de ce juste mot d'ordre le mot d'ordre principal de notre Parti dans son combat contre les représentants de l'ennemi de classe fondamental de la classe ouvrière et de ses alliés.

« Classe contre classe », que nous avons repris depuis 1971, comme juste conséquence politique de la Conférence nationale d'édification prolétarienne du 12 juin 1971, est un mot d'ordre stratégique et tactique. La Conférence nationale ouvrière d'août 1976 n'a pas accordé à ce mot d'ordre une attention suffisante parce qu'elle était surtout préoccupée de rejeter les erreurs du IIe Congrès avant de commencer l'élaboration de la ligne que doit réaliser notre IIIe Congrès. Du point de vue stratégique, « classe contre classe » correspond fondamentalement à la nature de la révolution que nous préparons, dont le contenu de classe sera prolétarien. Il souligne que la force dirigeante et la force principale de cette révolution n'est autre que la classe

ouvrière en tant que classe.

Il laisse aussi au parti de la classe ouvrière la possibilité de passer des alliances de classe pour mener les luttes révolutionnaires sous sa propre direction, avec les couches de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie qui ont intérêt à la destruction du système capitaliste. On peut parler dans ce cas de la réalisation d'un Front uni contre le capitalisme et contre le révisionnisme.

Il implique aussi que notre parti soit un parti authentiquement prolétarien, dirigé par des ouvriers authentiques et par des éléments qui se placent sur les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière.

Du point de vue tactique, « classe contre classe », vise à la reconstitution indispensable de l'unité de combat de la classe ouvrière, sur la base de son idéologie de classe. En ce sens, il s'oppose directement à la ligne idéologique et politique du parti révisionniste qui divise les travailleurs, freine leurs luttes de classe ou les dévie, préconise la collaboration de classe avec la bourgeoisie. On comprend pourquoi dans l'article déjà cité du journal « France Nouvelle », Kanapa s'en est pris, à ce mot d'ordre en essayant de le discréditer par la qua-

lification stupide de mot d'ordre stalinien. Pourquoi donc ce membre du Bureau politique du parti révisionniste est-il intervenu contre « classe contre classe » ? Est-ce là une attaque tombée du ciel ? En aucune façon, c'est tout simplement une contre-attaque, une riposte au succès de notre Rassemblement national du 6 novembre dernier, où le mot d'ordre en cause a été repris et acclamé par plusieurs milliers de personnes, en majorité par des travailleurs.

Car la stratégie de ce mot d'ordre est la seule possible pour la classe ouvrière de notre pays, c'est la seule stratégie qui puisse conduire, par une voie révolutionnaire, à de réels changements en faveur des intérêts de classe des travailleurs dans l'immédiat, à la réalisation victorieuse de la révolution prolétarienne ensuite.

C'est aussi un mot d'ordre dont le contenu n'écarte aucun travailleur, tout au contraire, et peut unir dans les luttes de classes les travailleurs immigrés avec leurs camarades français.

Enfin, sur la base même de « classe contre classe », notre parti peut efficacement impulser « l'unité à la base et dans l'action » ainsi que rendre de plus en plus

populaire l'idée du « Tous ensemble et en même temps ».

A ce sujet, que l'on ne vienne pas nous faire proclamer ce que nous ne disons pas. Nous ne sommes pas des adeptes de l'anarcho-syndicalisme et nous ne pensons pas que seul un puissant mouvement de grèves, même d'ampleur généralisée, peut conduire à la destruction du système capitaliste. Nous pensons qu'un tel mouvement et la répétition de mouvements de cette ampleur, peut contribuer efficacement à préparer la voie de la victoire de la révolution prolétarienne, mais ne peut suffire pour l'assurer.

En effet, la révolution prolétarienne ne vancra qu'au bout du fusil (...) La lutte « classe contre classe » exigera d'être conduite jusqu'au bout sous toutes les formes possibles et dans tous les domaines. Ce mot d'ordre central de notre parti est un mot d'ordre fondamentalement révolutionnaire prolétarien.

II - La lutte contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances est une nécessité historique actuelle. Elle correspond au rapport dialectique qui existe entre la guerre et la révolution.

# LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

## LES PARTIS BOURGEOIS ET LE LOGEMENT

Les projets politiques différents des partis de droite et de gauche ne peuvent manquer de se refléter dans leur politique du logement. C'est entre les partis de la majorité actuelle et le PCF que la différence est la plus nette. Les premiers sont au service des grands monopoles qui nous gouvernent, de grandes banques qui ont pour nom, banque de Rothschild, de Paris et des Pays-Bas, etc. Par contre, les dirigeants du PCF travaillent à préparer l'avènement d'un projet de capitalisme bureaucratique d'Etat.

Les partis de la majorité soutiennent la réforme du logement entreprise sous l'égide de Giscard et présentée de façon ultra-démagogique comme devant « ouvrir l'accès des logements sociaux à ceux qui en ont le plus besoin » et faciliter soi-disant l'accession à la propriété. La pièce maîtresse de la réforme c'est « l'aide personnalisée au logement » calculée comme l'allocation-logement en fonction des revenus, de la situation familiale, etc. Elle est destinée, d'après les déclarations à représenter une part notable du loyer, les locataires n'ayant plus à déboursier qu'un loyer minimum. En fait, il s'agit bel et bien d'une tromperie destinée à faire accepter une augmentation considérable des loyers HLM (de l'ordre de plus de 1 000 F avec les charges pour un F4 que la fameuse APL ne viendra en aucune manière compenser... d'autant plus que les loyers ne vont pas s'arrêter d'augmenter pour autant.

### Profits maximums et division

Il s'agit tout simplement de permettre d'augmenter leurs profits aux grandes banques liées à l'immobilier en leur ouvrant le marché du logement dit « social ». L'accession à la propriété même si elle intéresse moins de travailleurs, vise au même but en accélérant la rotation du capital. Cette politique du logement a également pour objectif d'éliminer les possibilités de lutte des travailleurs. La minorité d'ouvriers qui accèdera à la propriété se verra contrainte d'accepter les conditions d'exploitation

patronales pour pouvoir verser les lourdes traites d'achat à tempérament.

Quant aux locataires, ils auront tous un loyer différent ce qui ne favorisera pas la lutte collective et ils seront par ailleurs soumis à une véritable « tutelle ». En effet, l'APL qui représente une part non-négligeable du pouvoir d'achat sera systématiquement versée aux organismes gestionnaires même si les locataires ne



Stocker le maximum de travailleurs dans le minimum de place, leur faire payer des loyers aussi chers que possible pour faire le maximum de profits, voilà l'objectif des promoteurs en régime capitaliste.



A la suite d'une expulsion à Rennes-Villejean, pour exiger la récupération de meubles saisis et un relogement, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont rebaptisé ce siège d'une société HLM, mettant à nu sa véritable fonction : assurer une gestion rentable sur le dos des travailleurs.

peuvent plus payer tout leur loyer sans se priver de nourriture.

### Les dirigeants du PCF au service d'une autre forme de capitalisme

Les dirigeants du PCF cherchent à donner le change aux travailleurs et prétendent défendre les intérêts des locataires en favorisant la politique de construction de HLM. Le « mouvement HLM » ne prétend-il pas que les offices publics et les diverses sociétés privées qui le composent constituent « des constructeurs sociaux au service du progrès social pour tous, notamment pour les populations défavorisées. Des organismes sans but lucratif, qui équilibrent leur gestion sans rechercher de profit ». Mais les travailleurs constatent rapidement dans leurs luttes que les HLM, même quand il s'agit d'offices publics, ne sont pas de leur côté. Ils prétendent rendre possible « un habitat de qualité pour tous » mais laissent se dégrader les immeubles pour faire davantage de profits. Ils défendent avec vigueur « le droit au logement pour tous » dans leurs brochures mais n'hésitent pas à mettre les travailleurs « en tutelle » pour leur extorquer les loyers ou à les expulser quand les allocations familiales confisquées ne sont plus suffisantes.

### Quels intérêts défendent-ils ?

Les « HLM, services publics » que défendent les dirigeants du PCF sont étro-

tement liés pour beaucoup d'entre eux aux collectivités locales, départements ou municipalités, c'est à dire à des rouages de l'Etat capitaliste. Le mouvement HLM ne cache d'ailleurs pas ses sympathies : « C'est la collectivité locale — par ses représentants élus — qui a vocation à prendre en compte l'ensemble des problèmes de l'habitat la concernant ». Ce mouvement se vante du fait que plusieurs ministres l'aient « qualifié de « fer de lance » de la construction » pour avoir construit plus de trois millions de logements « sociaux ». Et le président de l'Union des HLM, Lion, ancien responsable du ministère de l'Équipement avait d'ailleurs comme grand projet d'unifier les OPHLM pour en faire le premier promoteur immobilier de France.

En attendant, les dirigeants du PCF voient d'un bon œil le développement de ces offices « publics » et du secteur immobilier de la Caisse des dépôts et consignations. C'est en effet cette gigantesque banque d'Etat qui alimente la Caisse des prêts HLM. On peut imaginer comme ils aimeraient pouvoir en prendre les leviers. Ils se serviraient alors en outre de leur influence dans la Confédération nationale des locataires pour encadrer les travailleurs locataires. Il est déjà prévu dans leur programme que « les représentants (des collectivités et locataires\*) » seront majoritaires dans les conseils d'administration des offices publics HLM. Voilà comment la politique de logement des dirigeants du PCF s'inscrit dans leur projet de capitalisme bureaucratique d'Etat et d'encadrement accru de la classe ouvrière.

\* En fait, leurs représentants dans la CNL.

## Le logement une marchandise comme une autre

En système capitaliste, le logement n'est qu'une marchandise comme une autre aux yeux des promoteurs et des banques qui ne s'y intéressent que pour rechercher des profits maximums.

Il correspond pourtant à l'un des besoins fondamentaux des travailleurs qui ont besoin pour vivre de se nourrir, de se loger et de se vêtir. Mais la loi du profit veut que les prix des loyers augmentent sans cesse tandis que les salaires diminuent. Si bien que la crise du logement est permanente. Cette crise s'est accentuée, ces dernières années, avec l'approfondissement de la crise capitaliste qui a ôté la possibilité de gagner leur vie à plus d'un million et demi de chômeurs.

On assiste ainsi à l'un des scandales inhérents à la société capitaliste : les travailleurs se trouvent en grand nombre expulsés de leur logement, surtout en centre-ville et chassés vers la périphérie des villes où les loyers sont moins

chers tandis que le nombre de logements inhabités augmente.

### Les travailleurs chassés de Paris

Paris est un exemple particulièrement frappant de ce processus. Les promoteurs s'acharnent avec l'appui des autorités à élever les loyers pour chasser vers de lointaines banlieues les habitants ouvriers : en quelques dizaines d'années, la proportion de ceux-ci a baissé de 50 à 20 %. Pendant ce temps, les promoteurs immobiliers font des profits fabuleux en construisant des immeubles de rapport. A Paris, des dizaines de milliers de logements sont inoccupés tandis que 40 %

des foyers vivent dans des logements surpeuplés sans cuisine ni eau courante.

### Dans les municipalités de gauche aussi

Ce phénomène se reproduit dans toutes les villes, banlieues, agglomérations, qu'elles soient administrées par la droite ou la gauche. Ainsi, à Vitry-sur-Seine, dans le centre-ville, de nombreux ouvriers ont été également chassés par la rénovation. Les logements « Semise » qui ont été construits, restent en partie inoccupés malgré la publicité et les efforts faits par la municipalité pour y attirer une clientèle électorale plus fortunée. Eh bien ! Vitry-sur-Seine est une municipalité dirigée par le PCF quasi-hégémonique et le maire lui-même est président de la société mixte Semise. Il aime se vanter de sa bonne gestion.

Autre exemple, à Roubaix, la municipalité de gauche détruit les vieilles courées mais les habitants ouvriers, français et immigrés, de celles-ci ne peuvent se reloger sur place, les loyers devenant trop chers. Ce sont des électeurs plus argentés, cadres et commerçants, qui viendront s'y installer. Voilà qui laisse indifférente la municipalité occupée à compter d'avance les cotes mobilières plus juteuses qu'elle peut en escamoter.

Ainsi, l'on voit bien que ce phénomène est lié au capitalisme et à l'accumulation de profits par une minorité exploiteuse au détriment de l'immense majorité des travailleurs.

Voilà une raison de taille pour vouloir renverser ce régime pourri et instaurer un régime socialiste authentique. Alors seulement le logement ne sera plus une marchandise. Il sera destiné à satisfaire les besoins des travailleurs et à assurer leur bien-être.